



DIRE STOP AU GOUVERNEMENT ET AU MEDEF !

POUR UNE POLITIQUE AU SERVICE DU MONDE DU TRAVAIL !

Angers, le mardi 26 janvier 2016

Depuis quelques mois, le gouvernement est passé à la vitesse supérieure dans sa politique d'agression contre le monde du travail et le mouvement social (notamment écologiste, à l'occasion de la COP21 et à Notre-Dame-des-Landes). Parmi tant d'autres, un exemple pas loin d'ici est très symptomatique : à Nantes, l'Inspection du Travail avait annulé les licenciements des délégués syndicaux et représentants du personnel de l'ex-SEITA, propriété de la multinationale Imperial Tobacco. Les motivations économiques étaient jugées insuffisantes. Mais la Ministre du Travail, arguant du prétexte on ne peut plus vague que « *le chiffre d'affaires mondial de production de tabac a baissé de 7,2% en 2014* » a autorisé les licenciements...

Hollande « président », Gattaz, vice-premier ministre en exercice...

À Goodyear, ce sont également les délégués syndicaux qui payent chèrement la défense de leurs emplois et des autres salariés : ils sont condamnés à de la prison ferme sur requête du parquet, et donc du gouvernement. On se souviendra longtemps que c'est sous un gouvernement présenté par les médias comme étant « de gauche » qu'une lutte ouvrière contestant les licenciements de convenance du patronat a été passible de prison !

Le Gouvernement Hollande-Valls-Macron-PS est à l'écoute du MEDEF mais pas des salariés. L'austérité salariale qui frappe toute la population et l'enrichissement accéléré des ultra-riches ne lui suffisent pas. E. Macron continue allègrement à réclamer la fin des 35h. F. Hollande vient de se ranger à son avis ouvertement en annonçant la possibilité d'y déroger par des « accords d'entreprise » (dont on se doute bien qu'ils seront obtenus grâce à un chantage patronal sur l'emploi !) fixant le taux des heures supplémentaires (qu'E. Macron voudrait voir réduit à 0% !) et intégrant une modulation pluri-annuelle du temps de travail. Quant au démantèlement du code du travail, il est dans les tuyaux (la ministre du travail devant présenter cette contre-réforme dès le 9 mars.)

...et Le Pen dans le rétroviseur

Tout ceci fait le jeu de Le Pen et ce ne sont pas les mesures autoritaires et sécuritaires à outrance prises dans le cadre d'un état d'urgence prolongé *ad aeternam* qui vont inverser la tendance. Cette surenchère mortifère puisant dans le programme du FN (et qui vise moins les terroristes de Daesh que le mouvement social) ne peut que précipiter le pays dans les bras des populistes d'extrême droite. Ailleurs en Europe, comme en Pologne ou en Hongrie, les réactionnaires s'enhardissent en prenant des mesures pour museler la presse, réduire les droits des femmes, des étrangers et s'attaquer aux libertés fondamentales.

Le système capitaliste nous envoie dans le mur

Les 11% de Mélenchon à la présidentielle ont pu faire croire à certains qu'une alternative à gauche était possible avec le Front de Gauche. Force est de constater que ce résultat électoral, le plus conséquent à la gauche du PS depuis 30 ans à une élection de ce type, a échoué à mettre sur pied une concurrence crédible à la gauche libérale incarnée par le PS. Faute d'un positionnement clair du Front de Gauche, tiraillé entre le soutien actif aux exécutifs locaux PS au service de la politique du gouvernement et la critique tous azimuts des dirigeants du PS, une alternative crédible aux politiques d'austérité n'a pu voir le jour, ce qui est bien sûr extrêmement regrettable. Il faut tirer les leçons du délitement du Front de gauche (comme d'ailleurs, sur un autre plan, de l'échec du projet initial du NPA) et, sur le front écologiste, du délitement d'EELV, embourbé dans sa collaboration avec un PS anti-écologiste et dans sa croyance inavouée en un « capitalisme vert » improbable. Il faut enfin tirer les leçons des limites des processus électoraux et ne pas se contenter d'attendre l'élection du messie. Il y a en effet urgence à agir dès maintenant pour véritablement changer de système économique et politique.

Le capitalisme en roue libre est littéralement en train de broyer le monde du travail aux quatre coins du monde. Notre Terre, il la rend également invivable, en épuisant ses ressources et en la polluant de façon irréversible (et ce n'est pas « l'accord » non contraignant de la COP21 qui changera quoi que ce soit). En France, face à un MEDEF qui en veut toujours plus, et qui en voudra toujours plus, face à un gouvernement qui au mieux laisse faire, au pire prend l'initiative de la casse sociale, il faut vaincre la résignation et **nous mobiliser pour résister.**

Mais il faut aussi **s'organiser** autour d'un **projet politique** combattant clairement les dérives autoritaires et réactionnaires, avatars du capitalisme le plus vorace. Un **nouveau projet** au service des salarié.e.s, des jeunes, pour un développement économique en harmonie avec l'environnement, au service de toutes et tous. Un **programme** qui interdise les licenciements, qui fasse des services publics les outils d'une véritable politique de justice sociale et écologique.



Toutes et tous ensemble, ne les laissons plus faire !

Agenda militant de la semaine :

- **mercredi 27 janvier 2016 à 17h** : «**Hébergement : état d'urgence sociale !**». Rassemblement devant la Préfecture d'Angers et le Conseil départemental, à l'appel d'un collectif unitaire autour de la LDH.

- **samedi 30 janvier à 14h** : rassemblement place du Ralliement, à Angers, contre la prolongation et la constitutionnalisation de l'état d'urgence, à l'appel du collectif unitaire «**Nous ne céderons pas**» (autour de la LDH).

NPA49 – Nouveau parti anticapitaliste du Maine-et-Loire – npa49@yahoo.fr – <http://npa49.free.fr/>

Imprimerie spéciale - Ne pas jeter sur la voie publique